

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 300055/DEF/SGA/DFP/PER/1

relative aux statistiques annuelles générales et technologiques des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles du personnel civil au ministère de la défense.

Du 12 janvier 1998

DIRECTION DE LA FONCTION MILITAIRE ET DU PERSONNEL CIVIL : *sous-direction de la prévision, des études et de la réglementation du personnel civil.*

INSTRUCTION N° 300055/DEF/SGA/DFP/PER/1 relative aux statistiques annuelles générales et technologiques des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles du personnel civil au ministère de la défense.

Du 12 janvier 1998

NOR D E F P 9 8 5 9 0 0 0 J

Pièce(s) Jointe(s) :

Trois imprimés répertoriés et deux annexes.

Texte abrogé :

Instruction n° 27/MA/DPC/PRA/HS/4 du 27 décembre 1973 (BOC/SC, p. 1769) et ses modificatifs des 23 avril 1976 (BOC, p. 1235), 27 février 1979 (BOC, p. 780), 25 septembre 1980 (BOC, p. 3782), 4 septembre 1982 (BOC, p. 4405), 3 juin 1983 (BOC, p. 2745), 12 novembre 1984 (BOC, p. 6781), 23 septembre 1986 (BOC, p. 5782), 19 mars 1987 (BOC, p. 1528), 6 juin 1989 (BOC, p. 2894) et son erratum du 1er février 1974 (BOC, p. 254).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 126.1

Référence de publication : BOC, p. 406.

SOMMAIRE

- I. CHAMP D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.
- II. DOCUMENTS SUPPORT DES STATISTIQUES.
- III. BASES D'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES.
- IV. ÉLABORATION DES STATISTIQUES.
- V. DATE D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.
- VI. TEXTE ABROGÉ.

ANNEXE(S)

ANNEXE I. DONNÉES GÉNÉRALES ET INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA DÉCLARATION D'ACCIDENT.

ANNEXE II. RECUEIL DES CODES.

I. CHAMP D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.

La présente instruction s'applique à l'ensemble des organismes ⁽¹⁾ du ministère de la défense qui emploient du personnel civil quel que soit son statut.

Font l'objet de cette instruction :

- les accidents du travail proprement dits (ou accidents de service pour les fonctionnaires) survenus par le fait ou à l'occasion du travail ;
- les accidents de trajet ;
- les maladies professionnelles.

II. DOCUMENTS SUPPORT DES STATISTIQUES.

1. Rapport d'accident (imprimé N° 126*/110).

Le rapport d'accident est le cadre dans lequel doivent s'exprimer les premières constatations. La première partie doit être rédigée par le responsable hiérarchique direct de l'agent victime de l'accident, dans un délai de vingt-quatre heures ouvrables, la deuxième partie par le chargé de prévention, la troisième partie par le bureau chargé du personnel ou des ressources humaines en liaison avec le service médical. Le chargé de prévention, après étude de l'accident, doit faire part de ses suggestions au responsable direct de l'agent concerné, éventuellement par la voie hiérarchique.

Le but du rapport est double. C'est d'abord un document qui facilite le démarrage de l'action de prévention. C'est ensuite le support sur lequel on s'appuie pour rédiger avec exactitude la déclaration d'accident qui sert de base à l'établissement des statistiques et à la réparation.

Le rapport d'accident doit être rédigé en trois exemplaires chaque fois que l'accident doit entraîner un arrêt de travail de plus de vingt-quatre heures. Il peut cependant être utile de l'établir même pour les accidents sans arrêt de travail, si ceux-ci ont révélé l'existence d'un danger grave dont les conséquences ont pu être évitées.

Le rapport n'est rédigé que pour les accidents de travail proprement dits, pas pour les accidents de trajet ni pour les maladies professionnelles :

- un exemplaire du rapport va au chargé de prévention ;
- un exemplaire au bureau chargé du personnel ou des ressources humaines ;
- un exemplaire au délégué régional de prévention ou à l'autorité qui en tient lieu.

Le médecin de prévention et les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peuvent prendre connaissance des rapports d'accident auprès du chargé de prévention.

2. Déclaration d'accident (imprimé N° 362*/02).

La déclaration d'accident ou de maladie professionnelle avec arrêt de travail est rédigée en clair et en code (voir en annexe).

La déclaration d'accident ou de maladie professionnelle sans arrêt de travail est rédigée en clair seulement, sauf pour les mentions portées à la rubrique « Employeurs » (codes A et B) ⁽²⁾. Le numéro d'ordre de l'accident est aussi indiqué, dans la partie réservée aux codes, à la rubrique : numéro d'ordre au registre des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi que la catégorie de personnel (code E), la nature (code F) et les suites immédiates de l'accident (code N).

Les rechutes d'accidents ou de maladies professionnelles auxquelles doivent être assimilées les périodes d'incapacités pour cures thermales consécutives à des accidents ou maladies contractées en service font l'objet

d'une déclaration (imprimé N° 362*/02) rédigée dans les mêmes conditions.

Du point de vue statistique, est considérée comme rechute toute incapacité temporaire, imputable à un accident ou à une maladie professionnelle, intervenant après une reprise de travail que l'accident (ou la maladie professionnelle) soit consolidé ou non.

La déclaration est établie en un nombre d'exemplaires suffisant aux besoins des services.

Les déclarations d'accident du personnel en mission ou en déplacement sont rédigées par l'organisme d'affectation (3).

Le chef de l'organisme dans lequel s'est produit l'accident doit informer immédiatement l'organisme dont relève l'accidenté et lui adresser tous les éléments nécessaires à la rédaction de la déclaration, notamment le rapport d'accident (imprimé N° 126*/110) rédigé par le responsable hiérarchique direct du moment de la victime.

En ce qui concerne les accidents survenus à du personnel relevant *pour la réparation* du « régime général de la sécurité sociale » [notamment les personnes visées à l'article 2-1° du décret 86-83 du 17 janvier 1986 (BOC, p. 410) modifié relatif aux dispositions applicables aux agents non titulaires de l'Etat], il y a lieu, en plus de la déclaration réglementaire à adresser à la sécurité sociale, de rédiger et d'envoyer aux destinataires mentionnés au chapitre I paragraphe 1 la déclaration (imprimé N° 362*/02).

Un exemplaire de chaque déclaration d'accident, du certificat médical initial, du premier arrêt de travail et des prolongations éventuelles est adressé dans les meilleurs délais à la direction de la fonction militaire et du personnel civil/service des pensions des armées/sous-direction des pensions civiles, chargée d'élaborer, sur cette base, les statistiques annuelles d'accidents du travail, de trajet et de maladies professionnelles.

Pour les organismes disposant d'un système informatique d'enregistrement et de suivi des accidents du travail, l'information pourra se faire par l'envoi annuel de la base de données, sur support magnétique, contrôlée et certifiée par le chef d'organisme. Cette procédure ne sera valide qu'après accord préalable et obligatoire du service des pensions des armées.

3. Relevé annuel global des effectifs et des heures de travail.

En janvier de chaque année, les organismes dressent pour l'année précédente, même s'ils n'ont déclaré aucun accident de travail, de trajet ou maladie professionnelle, un relevé global des effectifs moyens de l'année, par âge et par sexe, et des heures de travail (imprimé N° 126*/112-1).

Ils adressent, au plus tard pour le 1er février, ces relevés aux autorités régionales territoriales auxquelles ils sont rattachés. Ces dernières les font parvenir aux directions centrales, services centraux ou grandes autorités dont elles dépendent.

Chaque direction centrale, service central ou grande autorité de rattachement transmet à la direction de la fonction militaire et du personnel civil/service des pensions des armées/sous-direction des pensions civiles, pour le 1er mars de chaque année, un état récapitulatif, pour l'ensemble de ses organismes, des effectifs, par âge et par sexe, et des heures de travail.

III. BASES D'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES.

1. Statistiques générales.

Elles ont pour objet de faire ressortir la fréquence et la gravité des accidents.

Il faut distinguer :

A. Les accidents du travail proprement dits ou les accidents de service.

B. Les accidents de trajet.

C. Les maladies professionnelles.

A) *Accidents du travail proprement dits ou accidents de service.*

Equation 1.

1. Taux de fréquence général (TF) :

$$\frac{\text{Nombre des accidents} \times 1\,000\,000}{\text{Heures travaillées dans l'année}}$$

Taux de fréquence légal (Tf) :

$$\frac{\text{Nombre d'accidents avec arrêt} \times 1\,000\,000}{\text{Heures travaillées dans l'année}}$$

Taux de gravité des incapacités temporaires (Tg) :

$$\frac{\text{Nombre de journées perdues} \times 1\,000}{\text{Heures travaillées dans l'année}}$$

Indice de gravité (Ig) :

$$\frac{\text{Somme des taux d'IPP} \times 1\,000\,000}{\text{Heures travaillées dans l'année}}$$

2.

Il faut entendre par :

- *nombre total des accidents*⁽⁴⁾ : le total des accidents avec ou sans arrêt de travail survenus dans l'année ;

- *nombre des accidents avec arrêt de travail*⁽⁴⁾ : on ne doit tenir compte que des accidents qui ont donné lieu à un arrêt de travail ou plus exactement de ceux qui ont donné lieu à indemnité. Cette indemnité n'étant payée qu'à partir du premier jour qui suit la date de l'accident, il en résulte que les accidents qui n'ont donné lieu qu'à un arrêt de la journée même de l'accident, ne sont pas à prendre en compte ⁽⁵⁾ ;

- *effectifs pris en compte* : tout le personnel civil employé dans les organismes concernés quel que soit son statut. L'effectif moyen annuel pris en compte sera celui du personnel présent dans l'organisme et non celui qui est indiqué au tableau d'effectif ;

- *heures de travail effectuées dans l'année* : les heures de travail effectives, normales ou supplémentaires à l'exclusion des heures payées sans travail (congés payés, jours fériés, absences pour maladie, accidents), c'est-à-dire les heures d'exposition au risque.

Journées de travail perdues par incapacité temporaire.

Journées perdues du fait de l'accident dans les conditions suivantes : le jour de l'accident ne compte pas dans les journées perdues. Par contre, il faut tenir compte de tous les autres jours d'absence, ouvrables et non ouvrables, compris dans la durée de l'arrêt de travail prescrit par le médecin.

Pour les accidents dont l'incapacité temporaire se poursuit au-delà du 31 décembre, les journées perdues au cours de l'année suivante sont prises en compte au titre de la statistique de l'année suivante.

Pour les accidents entraînant une incapacité permanente partielle (*IPP*), les journées de travail perdues sont décomptées comme il est dit ci-dessus. L'*IPP*, dans sa totalité, est prise en compte dans l'année où elle est attribuée (voir ci-dessous « Somme des taux d'*IPP* »).

Les journées perdues du fait de rechutes doivent être prises en compte dans l'année en cours. Elles recouvrent la *totalité de l'arrêt de travail prescrit*.

En cas d'accident mortel, seule la période correspondant à un éventuel arrêt de travail précédant le décès de l'agent, donne lieu au décompte du nombre de journées perdues équivalent.

Somme des taux d'IPP alloués dans l'année : il s'agit de la somme obtenue en totalisant les taux d'incapacité des rentes ou des pensions d'invalidité pour les fonctionnaires pris en compte dans les conditions suivantes :

a). Accidents mortels.

Les accidents mortels sont pris en compte au taux de 100 p. 100 à la date de la décision de reconnaissance de leur caractère professionnel quelle que soit l'année dans laquelle le décès a été enregistré.

b). Autres accidents.

Les accidents ayant donné lieu à une rente sont pris en compte à la date de la décision d'attribution de la rente correspondante, quelle que soit la date de l'accident, au taux d'*IPP* fixé par la décision de l'autorité compétente (6).

Dans un but de simplification, on ne tiendra pas compte des révisions des taux.

B) Accidents de trajet.

Les définitions données ci-dessus (accidents avec ou sans arrêt, journées perdues, somme des taux d'*IPP*) restent valables pour les accidents de trajet, mais il n'est pas calculé de taux de fréquence ni de taux et indice de gravité.

Le pourcentage du nombre des accidents avec arrêt par rapport à l'effectif, ainsi que le nombre des journées perdues par incapacité temporaire et la somme des taux d'incapacité permanente partielle alloués chaque année, servent d'éléments comparatifs.

C) Maladies professionnelles.

Elles sont classifiées conformément au recensement établi par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés [(CNAMTS) (cf. recueil des codes annexé à la présente instruction : § b) du code L].

2. Statistiques technologiques.

Elles ont pour objet de faire ressortir :

- a). La répartition des accidents du travail avec arrêt et des journées perdues par tranche d'âge, par élément matériel, par siège et nature des lésions.
- b). La répartition des accidents de trajet avec arrêt et des journées perdues suivant le mode de transport.

IV. ÉLABORATION DES STATISTIQUES.

La direction de la fonction militaire et du personnel civil/service des pensions des armées/sous-direction des pensions civiles établit pour le 1er juin de chaque année un bilan statistique (général et technologique) pour :

- 1. Le ministère de la défense.
- 2. Les grandes autorités : directions rattachées au ministre y compris la direction générale de la gendarmerie nationale, secrétariat général pour l'administration, délégation générale pour l'armement, état-major des armées, état-major de l'armée de terre, état-major de l'armée de l'air, état-major de la marine.
- 3. Les directions et services centraux relevant des grandes autorités (code A § 1 à 7).

Ce bilan diffusé par le service des pensions des armées/sous-direction des pensions civiles à l'issue de la réunion de la commission centrale de prévention (CCP) est destiné à l'information des autorités énumérées ci-dessus, des directions (ou services) centrales rattachées, des commandements et des directions (ou services) régionales subordonnées.

Il appartient aux autorités centrales et régionales destinataires d'en tirer les synthèses ou extraits qu'elles jugeront utiles :

- d'une part, à l'information des organismes subordonnés ;
- d'autre part, pour appuyer leurs actions en matière de prévention.

V. DATE D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.

Les dispositions de la présente instruction sont applicables pour les accidents du travail, les accidents de trajet et les maladies professionnelles survenus à compter du 1er janvier 1998. La réalisation des statistiques correspondantes, élaborées à l'aide de ce nouveau système par le service des pensions des armées, débutera en 1999.

Les statistiques de l'année 1997, publiées en 1998, seront encore établies sur la base de l'ancienne méthode par la sous-direction de la prévision, des études et de la réglementation du personnel civil.

VI. TEXTE ABROGÉ.

L'instruction du 27/MA/DPC/PRA/HS/A du 27 décembre 1973 relative aux statistiques annuelles générales et technologiques des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles des personnels civils du ministère des armées est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le contrôleur des armées, directeur de la fonction militaire et du personnel civil,

Dominique CONORT.

-
- (1) Le terme organisme sera utilisé dans la présente instruction pour désigner tous les services, établissements et formations du ministère de la défense employant du personnel civil [réf. : art. 1er du décret 85-755 du 19 juillet 1985 (BOC, p. 4150) modifié relatif à l'hygiène, à la sécurité du travail et à la prévention au ministère de la défense].
- (2) Le mot « employeur » sera utilisé pour désigner indistinctement les organismes employant du personnel civil, relevant du ministère de la défense.
- (3) Dans un but de simplification, les accidents survenus à des personnels en mission ou déplacement sont pris en compte, du point de vue statistique, par l'organisme d'affectation.
- (4) La rechute n'étant pas considérée comme un nouvel accident, elle n'est pas à prendre en compte dans le nombre d'accidents.
- (5) Les accidents mortels, que le décès soit précédé ou non d'une incapacité temporaire, sont pris en compte au titre de cette rubrique quelle que soit la durée de l'arrêt de travail qui précède le décès.
- (6) Pour les fonctionnaires et les affiliés au régime général, il appartient aux organismes de recueillir ces renseignements auprès du service des pensions des armées ou de la caisse régionale d'assurance maladie de rattachement.

Format 21 × 29,7.

(Recto-verso.)

<p>RAPPORT D'ACCIDENT DU TRAVAIL. A remplir immédiatement après l'accident.</p>	<p>ORGANISME :</p>
<p><i>(A remplir par le responsable hiérarchique direct de la victime.)</i></p> <p>NOM et prénoms de l'accidenté :</p> <p>Catégorie de personnel :</p> <p>Grade ou profession :</p> <p>Date et heure de l'accident :</p> <p>Horaire de la victime :</p> <p>Lieu précis de l'accident :</p> <p>Poste occupé par l'accidenté :</p> <p>Date d'affectation dans ce poste :</p> <p>Geste exécuté au moment de l'accident :</p> <p>Produit, outil, appareil, machine en cause dans l'accident :</p> <p>Etat et ancienneté de l'outillage :</p> <p>Etait-il adapté au travail effectué ? OUI-NON (1).</p> <p>Y avait-il une protection de la machine ? OUI-NON (1).</p> <p>Laquelle ?</p> <p>Etait-elle en place ? OUI-NON (1).</p> <p>L'ouvrier avait-il à sa disposition un équipement de protection (casque, lunettes, chaussures, gants, vêtements spéciaux) ? OUI-NON (1).</p>	<p>Le portait-il ? OUI-NON (1).</p> <p>Sinon pourquoi ?</p> <p>Etait-ce pour un lui un travail : HABITUEL-OCCASIONNEL (1) ?</p> <p>Y avait-il des consignes générales ou particulières ? OUI-NON (1).</p> <p>L'accidenté les connaissait-il ? OUI-NON (1).</p> <p>Précisez :</p> <p>La négligence ou la maladresse d'un tiers peuvent-elles expliquer l'accident ? OUI-NON (1).</p> <p>Précisez :</p> <p>Autres circonstances (état du sol, température, éclairage, bruit, etc.) :</p> <p>Noms, prénoms et signatures des témoins de l'accident :</p>
<p>(1) Rayer la mention inutile.</p>	


(Recto.)


MINISTERE DE LA DEFENSE. DECLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL. (Tenir compte des instructions figurant sur la notice d'utilisation)		Etablissement : Année : N° de l'accident :
Régime de réparation (1) :	Fonctionnaire <input type="checkbox"/>	Régime défense <input type="checkbox"/> Sécurité sociale <input type="checkbox"/>


(1) Accident de travail ☐ Maladie professionnelle ☐ Accident de trajet ☐

Réserve
codification

EMPLOYEUR	
Direction ou région :	
Etablissement de gestion :	N° d'identification :
Adresse :	Effectifs de l'établissement :
Atelier ou service :	Téléphone du chef d'atelier ou de service :
Téléphone du correspondant du travail :	

A 

B 

C 

VICTIME		
Nom patronymique :	Prénoms :	Sexe :
Nom marital :	Age :	Matricule :
N° d'immatriculation sécurité sociale ou date de naissance :		
Adresse :		
Profession ou grade :	Date d'embauchage :	
Catégorie de personnel :	Date d'affectation dans le poste :	

A diagram consisting of two horizontal rows of boxes. Each row contains 10 empty boxes. A large curly brace is positioned to the left of the two rows, spanning both of them. To the left of the brace is the letter 'D'.

$$E \quad \square \quad \square \quad P$$

ACCIDENT

N° d'ordre de registre des accidents du travail :

Date de l'accident : _____ Jour de la semaine : _____

Nature de l'accident : _____ Heure (de 0 à 23) : _____

Moyen de locomotion utilisé au moment de l'accident : _____

Horaire de la victime { _____ à _____ et de _____ à _____ }
 le jour de l'accident de : { H Mn H Mn H Mn H Mn }

Lieu de l'accident : _____ Localisation de l'activité hors déplacement : _____

Élément matériel : _____

Jour et heure auxquels l'accident a été { ☐ déclaré par la victime (1).
☐ constaté par l'employeur (1).

F

G

H

J

K

CONSEQUENCES

Nature des lésions :

Siège des lésions :

Suites immédiates de l'accident (1) : Sans arrêt de travail ☐ Avec arrêt de travail ☐

Incapacité permanente prévue ☐ En attente ☐ Décès ☐ Nombre journées perdues ☐

Inscrit au registre d'infirmerie ou des constatations médicales : OUI ☐ NON ☐

L ☐ ☐ ☐ ☐

M ☐ ☐ ☐

N ☐

☐ ☐ ☐ ☐

CIRCONSTANCES DETAILLEES DE L'ACCIDENT

Lieu où la victime a été transportée ou s'est rendue après l'accident :

TEMOINS

Noms, prénoms
et adresses

}
}

1.
2.

Rapport de police établi (1) : ☐ OUI ☐ NON

A défaut de témoins, nom et adresse de la première personne informée de l'accident :

ACCIDENT CAUSE PAR UN TIERS

Nom, prénom et adresse du tiers :

Société d'assurance du tiers :

L'accident a-t-il été contesté : OUI ☐ NON ☐ Fait à _____, le _____ 19____
Date de la contestation : _____ (2)

MINISTERE DE LA DEFENSE.
DECLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Notice d'utilisation.)

A renseigner en 4 exemplaires.

EMPLOYEUR.

Direction.

Exemple : DGA, DSS, ...

Chef d'atelier.

A compléter lorsqu'il s'agit d'un accident du travail.

VICTIME.

Profession ou grade.

Indiquer la qualification ouvrière, grade s'il s'agit d'un fonctionnaire.

Catégorie de personnel.

Ouvrier réglementé, agent sur contrat, fonctionnaire (titulaire ou stagiaire), élève, apprenti.

Ancienneté dans le poste.

< 1 mois, 1 à 3 mois, > 3 mois et < 1 an, 1 an à 5 ans, > 5 ans.

ACCIDENT.

Nature.

Accident du travail.

Accident de trajet, maladie professionnelle.

Rechute.

Lieu de l'accident.

Préciser si l'accident s'est produit sur le lieu de travail habituel (atelier, bureau, chantier), sur un lieu de travail occasionnel, lors d'un déplacement pour le compte de l'employeur, au domicile des intéressés, sur le trajet aller ou retour entre domicile ou le lieu de prise habituelle des repas, et le lieu de travail.

Dans tous les cas, indiquer la localité et le lieu précis de l'accident. Joindre pour accident de trajet photocopie plan du trajet.

Localisation.

Préciser a) Bureau b) Locaux enseignement c) Atelier, terrain ou laboratoire d) Autres.

Elément matériel.

Indiquer la cause extérieure déterminante de l'accident. *Exemple : sol glissant.*

CONSEQUENCES.

Nature des lésions.

Préciser s'il s'agit de contusion, plaie, lumbago, entorse, fracture, présence d'un corps étranger, lésions multiples, autres (à préciser).

Siège des lésions.

Indiquer l'endroit du corps où la victime a été atteinte (yeux, tête ou cou, mains, membres inférieurs, sièges internes, ...).

ACCIDENT CAUSE PAR UN TIERS.

A renseigner pour accident de trajet si tiers en cause.

Joindre photocopie procès-verbal constat assurance.

CONTESTATION (rubrique qui ne concerne pas les fonctionnaires).

Mesure conservatoire permettant à l'employeur d'émettre toutes réserves sur le caractère professionnel (ex. : déclaration 24 heures après l'accident invoqué alors qu'il n'y a pas eu de témoins des faits, accident de trajet sans témoins, absence de lésion, lombalgie, rechute, ...).

Par lettre recommandée avec AR adressée dans les vingt jours suivant la déclaration (c'est-à-dire la date à laquelle l'accident a été porté à la connaissance de l'employeur) délai porté à soixante jours pour les maladies professionnelles.

Catégorie d'employeur : Code A

--	--	--

Organisme : Code B

--	--	--	--	--	--	--	--

[illegible]

ANNEXE I.
**DONNÉES GÉNÉRALES ET INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA DÉCLARATION
D'ACCIDENT.**

La déclaration peut être éventuellement manuscrite mais sera, de préférence, dactylographiée.

Les grilles de codification ne doivent présenter aucune case vierge. *Exemple* : dans une grille à cinq cases le chiffre 53 s'écrit :

0	0	0	5	3
---	---	---	---	---

Sauf en ce qui concerne les codes K ne comportant que 2 chiffres ; ces derniers s'inscrivent dans les cases de gauche. *Ex.* :

3	4	0	0
---	---	---	---

I. RÉGIME DE RÉPARATION.

Cette rubrique permet de savoir le régime de réparation de l'accidenté : fonctionnaires, « défense nationale », sécurité sociale.

II. NUMÉRO D'ORDRE AU REGISTRE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Ce registre a pour but de rassembler dans un même document tous les accidents (ou maladies) avec ou sans arrêt de travail, qui ont fait l'objet d'une déclaration, même tardive, y compris ceux dont le caractère d'accident du travail est contesté par l'administration ; il est tenu dans l'ordre chronologique et suivant une numérotation annuelle et ininterrompue. Le premier accident de l'année portant le numéro 1 sera codifié :

0	0	0	1
---	---	---	---

Le numéro du bureau unique des accidents du travail [cas particulier de la marine et de la direction des constructions navales (*DCN*)] devra, le cas échéant, être inscrit en haut et à droite de la déclaration.

III. JOURS DE LA SEMAINE.

Lundi = 1. Mardi = 2. Mercredi = 3. Jeudi = 4. Vendredi = 5. Samedi = 6. Dimanche = 7.

IV. MOYEN DE TRANSPORT UTILISÉ (CODE G).

A utiliser uniquement pour les accidents de trajet (inscrire un X dans la case de codification si la rubrique est sans objet).

V. ÉLÉMENT MATÉRIEL (CODE K).

(Inscrire des X dans la case de codification lorsqu'il s'agit d'un accident de trajet).

VI. NOMBRE DE JOURNÉES PERDUES PAR IT.

Le nombre de jours indiqués dans la case correspondante de la partie codée, ne comprend jamais la journée de l'accident, par contre il est tenu compte de tous les autres jours d'absence, ouvrables et non ouvrables, compris dans la durée de l'arrêt de travail prescrit par le médecin [cf. 1, a) 2, 7^e alinéa de l'instruction].

ANNEXE II.
RECUEIL DES CODES.

- A. Catégories d'employeurs.
- B. Numéro d'identification de l'employeur.
- C. Importance de l'organisme.
- D. Numéro d'immatriculation sécurité sociale.
- E. Catégorie de personnels.
- F. Nature de l'accident.
- G. Moyen de transport utilisé.
- H. Horaire de la victime au moment de l'accident.
- I. Lieu de l'accident.
- J. Élément matériel.
- K. Nature des lésions.
- L. Siège des lésions.
- M. Suites immédiates de l'accident.
- N. Ancienneté dans le poste.
- O. Localisation de l'activité hors déplacement.

CODE A. CATÉGORIES D'EMPLOYEURS.

Code à trois chiffres : le premier désigne la grande autorité de rattachement, le deuxième la direction, le troisième la région. Dans le cas où il n'y a pas lieu de préciser la région, codifier 0.

1. Directions relevant directement du ministre.

- 1. Direction générale de la gendarmerie nationale.
- 2. Autres directions (direction de la protection et de la sécurité de la défense, direction générale de la sécurité extérieure, direction des centres d'expérimentation nucléaire).
- 3. Autres services relevant directement du ministre (contrôle général des armées, délégation aux affaires stratégiques, service d'information et de relations publiques des armées, sous-direction des bureaux du cabinet).

2. Directions relevant du secrétaire général pour l'administration.

- 1. Direction de la fonction militaire et du personnel civil.
- 2. Direction de l'administration générale.
- 3. Direction des services financiers.

4. Autres services relevant du secrétaire général pour l'administration (délégation aux restructurations, centres d'études ou de formation, ...).

3. Directions relevant de l'état-major des armées.

1. Direction centrale du service de santé des armées.
2. Direction centrale des essences des armées.
3. Direction du renseignement militaire.
4. Autres services relevant de l'état-major des armées (commandements supérieures Antilles, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, zone sud de l'océan Indien, ...).

4. Directions relevant de la délégation générale pour l'armement.

1. Direction des systèmes de force et de la prospective.
2. Direction des constructions navales.
3. Direction des systèmes d'armes.
4. Direction de la gestion et de l'organisation.
5. Direction des centres d'expertise et d'essais.
6. Direction des programmes, des méthodes d'acquisition et de la qualité.
7. Direction de la coopération et des affaires industrielles.
8. Services de la maintenance aéronautique.
9. Autres directions ou services relevant de la délégation générale pour l'armement (direction des ressources humaines, direction des relations internationales, centre des hautes études de l'armement, inspections, écoles non rattachées aux directions et services techniques, ...).

5. Direction et organismes relevant de l'état-major de l'armée de terre.

1. Direction centrale du commissariat de l'armée de terre.
2. Direction centrale du génie.
3. Direction centrale du matériel de l'armée de terre.
4. Direction centrale des transmissions.
5. Direction centrale du service national.
6. Autres services relevant de l'état-major de l'armée de terre (personnel civil des circonscriptions militaires de défense, régiments et établissements).

6. Directions relevant de l'état-major de l'armée de l'air.

1. Direction centrale du commissariat de l'air.

2. Direction centrale de l'infrastructure de l'air.
3. Direction centrale du matériel de l'armée de l'air.
4. Autres services relevant de l'état-major de l'armée de l'air (personnel civil des régions aériennes, ...).

7. Directions ou services relevant de l'état-major de la marine.

1. Direction centrale du commissariat de la marine.
2. Direction centrale des travaux immobiliers et maritimes.
3. Service central de l'aéronautique navale.
4. Service hydrographique et océanographique de la marine.
5. Service technique des transmissions d'infrastructure de la marine.
6. Autres services relevant de l'état-major de la marine (personnel civil des régions maritimes, ...).

Codification des régions ou territoires (3e chiffre).

Etat-major des armées.

- 1. Métropole.
- 2. Outre-mer.
- 0. Forces françaises stationnées en Allemagne (*FFSA*).

Etat-major de l'armée de terre.

1. Commandement militaire de l'Ile-de-France.
2. Circonscription militaire de défense de Metz.
3. Circonscription militaire de défense de Besançon.
4. Circonscription militaire de défense de Lyon.
5. Circonscription militaire de défense de Marseille.
6. Circonscription militaire de défense de Bordeaux.
7. Circonscription militaire de défense de Limoges.
8. Circonscription militaire de défense de Rennes.
9. Circonscription militaire de défense de Lille.
10. Forces françaises stationnées en Allemagne.

Etat-major de l'armée de l'air.

1. Région aérienne Nord-Est.

2. Région aérienne Méditerranée.

3. Région aérienne Atlantique.

Etat-major de la marine.

1. Commandement maritime de Paris.

2. Région maritime de Brest.

3. Région maritime de Toulon.

Délégation générale pour l'armement.

1. Métropole

2. Outre-mer

CODE B. NUMÉRO D'IDENTIFICATION DE L'ORGANISME.

Pour les organismes rattachés à l'ordre de bataille « *CREDO* » de l'armée de terre, il y a lieu d'utiliser le numéro à sept caractères alphanumériques, lequel doit être précédé de 1.

Pour les organismes rattachés au plan d'armement de la marine ou au tableau de composition de l'armée de l'air, il y a lieu d'utiliser les numéros à cinq chiffres affectés aux établissements en les faisant précéder de :

- 200 pour les organismes de l'armée de l'air ;

- 300 pour les organismes de la marine.

CODE C. IMPORTANCE DE L'ORGANISME.

1. Moins de 10 agents.

2. De 10 à 50 agents.

3. De 51 à 99 agents.

4. De 100 à 499 agents.

5. De 500 à 1 000 agents.

6. De 1 001 à 2 000 agents.

7. Plus de 2 000 agents.

CODE D. NUMÉRO D'IMMATRICULATION SÉCURITÉ SOCIALE.

Il s'agit d'un numéro national d'identité à treize chiffres, tel qu'il figure notamment sur la carte de sécurité sociale.

Si la victime n'est pas encore immatriculée à la sécurité sociale (cas des apprentis notamment), indiquer simplement la date de naissance et remplir les trois premières cases de la codification (le premier chiffre indiquant le sexe et les deux suivants l'année de naissance).

CODE E. CATÉGORIES DE PERSONNEL.

1. Fonctionnaires (titulaires ou stagiaires).
2. Ouvriers réglementés.
3. Agents sur contrat de droit public.
4. Agents de droit privé.
5. Elèves.
6. Apprentis.

CODE F. NATURE DE L'ACCIDENT.

1. Accident du travail ou de service.
2. Maladie professionnelle.
3. Accident de trajet.
4. Rechute d'accident de travail (années antérieures).
5. Rechute de maladie professionnelle (maladies des années antérieures).
6. Rechute d'accident de trajet (accidents des années antérieures).
7. Rechute d'accident de travail (accidents de l'année en cours).
8. Rechute de maladie professionnelle (maladies de l'année en cours).
9. Rechute d'accident de trajet (accidents de l'année en cours).

CODE G. MOYENS DE TRANSPORT (TRAJET).

7.1. Transports par les soins de l'employeur.

1.

Tous véhicules.

7.2. Transports individuels.

2.

A pied.

3.

A bicyclette.

4.

Véhicule à moteur : deux roues.

5.

Automobile.

7.3. Transports en commun.

6.

Par routes ou rues.

7.

Par chemin de fer.

8.

Par bateau.

9.

Par avion.

CODE H. HORAIRE DE LA VICTIME, MOMENT DE L'ACCIDENT.

Code à deux chiffres dont le chiffre de gauche représente l'horaire de la victime, et celui de droite le moment de l'accident.

8.1. Chiffre de gauche, horaire de la victime.

1. Accident du travail, horaire normal.
2. Accident du travail, heures supplémentaires.
3. Accident du travail de nuit (22 h à 6 h).

8.2. Chiffre de droite : moment de l'accident.

1. Dans la première heure de la séance de travail.
2. Au cours de la séance de travail.
3. Dans la dernière heure de la séance de travail.

CODE J. LIEU DE L'ACCIDENT.

1. Non précisé.
2. Trajet aller ou retour du domicile au lieu de travail.
3. En déplacement pendant les heures de travail pour le compte de l'employeur.
4. Lieu de travail habituel.
5. Lieu de travail occasionnel.

CODE K. ELÉMENT MATÉRIEL (ACCIDENTS DE TRAVAIL ET RECHUTES D'ACCIDENTS DE TRAVAIL).

01. Emplacement de travail et surfaces de circulation (cas des accidents survenus de plain-pied).

0101.

Non précisé.

0102.

Non classé ci-dessous.

0103.

Sols (glissants ou non, en mauvais état, encombrés).

0104.

Planches à clous.

0105.

Obstacles normalement fixes par nature.

0106.

Obstacles abandonnés ou entreposés temporairement.

0107.

Voies ferrées et appareils de voie.

02. Emplacement de travail et surface de circulation (cas des accidents comportant une chute avec dénivellation).

0201.

Non précisé.

0202.

Non classé ci-dessous.

0203.

Escaliers.

0204.

Echelles mobiles, échelles fixes, escabeaux.

0205.

Echafaudages, coffrages (à l'exception des supports de fortune : chaises, tonneaux, caisses, etc.) qui sont à classer à la rubrique suivante.

0206.

Supports de fortune.

0207.

Passerelles et galeries surélevées.

0208.

Toitures, terrasses, verrières.

0209.

Ouvertures diverses dans le sol d'un bâtiment terminé ou de ses dépendances : fosses, trappes, caniveaux, trémies.

0210.

Ouvertures dans les sols des bâtiments en cours de construction ou d'aménagement.

0211.

Mâts, poteaux, pylônes, charpentes.

0212.

Fouilles, puits en construction, tranchées.

0213.

Véhicules à l'arrêt.

0214.

Machines diverses ou appareils divers.

03. Objets en cours de manipulation.

0301.

Non précisé.

0302.

Non classé ci-dessous.

0303.

Partie de machines ou de matériel en cours de montage ou de démontage.

0304.

Objets manipulés habituellement au poste même du travail.

04. Objets en cours de transport manuel.

Nota.

NB. — Les objets en cours de manutention mécanique sont classés avec l'élément le plus directement en rapport avec l'accident : c'est-à-dire, généralement, avec l'engin de manutention correspondant.

05. Objets, masses, particules en mouvement accidentel, à l'exception de :

a). Des objets en cours de manipulation ou de transport manuel.

b). Des objets provenant d'une rupture d'organe qui doivent être imputés à la machine, à l'outil ou à l'organe correspondant.

0501.

Non précisé.

0502.

Non classé ci-dessous.

0503.

Objets ou masses provenant d'un éboulement ou d'un effondrement (carrières, galeries, fouilles).

0504.

Effondrements de matières stockées ou empilées.

0505.

Particules imputables aux meules.

0506.

Particules imputables aux autres machines.

0507.

Autres particules (à l'exception des projections de produits corrosifs, caustiques, toxiques, radioactifs visés aux rubriques 35 et 40).

06. Appareils de levage et de manutention.

0601.

Non précisé.

0602.

Non classé ci-dessous.

0603.

Ascenseurs, monte-charge et autres appareils de levage sur guides.

0604.

Ponts roulants, portiques.

0605.

Grues, derricks, titans.

0606.

Palans, moufles, poulies de levage.

0607.

Treuil.

0608.

Crics, vérins.

0609.

Convoyeurs (à chaînes, à rouleaux, transrouleurs).

0610.

Élévateurs à godets, vis transporteuses et autres appareils de distribution et d'alimentation.

0611.

Chariots transporteurs, élévateurs ou gerbeurs.

0612.

Chariots de manutention à main, non sur rails (brouettes, diables).

0613.

Transporteurs sur rails aériens monorails (téléphériques).

0614.

Plans inclinés.

07. Appareils de levage, amarrage et préhension.

0701.

Non précisé.

0702.

Non classé ci-dessous.

0703.

Chaînes.

0704.

Câbles métalliques.

0705.

Cordages textiles.

0706.

Elingues.

0707.

Palonniers, crochets.

0708.

Pinces.

0709.

Sangles, tendeurs élastiques.

08. Véhicules (à l'exclusion des chariots de manutention classés 06 et des engins de terrassement classés à 27). (1)

0801.

Non précisé en non classé ci-dessous.

0802.

Avions et hélicoptères.

0803.

Véhicules routiers automobiles sur roues.

0804.

Motocycles, vélomoteurs, scooters.

0805.

Bicyclettes.

0806.

Locomotives et autres véhicules automoteurs sur voie ferrée.

0807.

Wagons.

0808.

Wagonnets et lorries.

09. Machines productrices et transformatrices d'énergie.

0901.

Non précisé.

0902.

Non classé ci-dessous.

0903.

Pompes, compresseurs, ventilateurs.

0904.

Moteurs à explosion et à combustion interne (classer ici les retours de manivelle).

0905.

Machines électriques tournantes.

10. Organes de transmission (intérieurs ou extérieurs aux machines).

1001.

Non précisé.

1002.

Non classé ci-dessous.

1003.

Courroies, câbles et poulies de transmission.

1004.

Chaînes et pignons.

1005.

Engrenages et réducteurs.

1006.

Arbres, manchons, clavettes.

1007.

Volants (ne faisant pas partie intégrante d'une machine).

1008.

Cylindres et cônes d'entraînement.

11. Machines à broyer, concasser, pulvériser, diviser.

1101.

Non précisé.

1102.

Non classé ci-dessous.

1103.

Broyeurs.

1104.

Concasseurs.

12. Machines à malaxer ou mélanger.

1201.

Non précisé.

1202.

Non classé ci-dessous.

1203.

Malaxeurs, mélangeurs (à l'exception des mélangeurs à cylindre pour caoutchouc et matières similaires qui sont des machines à laminier, et repris à la rubrique 16).

1204.

Bétonnières.

1205.

Pétrins, mélangeurs, boudineuses à pâte.

1206.

Agitateurs à cuve fixe, délayeurs...

13. Machines à cribler, tamiser, séparer.

1301.

Non précisé.

1302.

Non classé ci-dessous.

1303.

Cribles et tamis oscillants.

1304.

Cribles rotatifs, trommels, bluteries.

1305.

Essoreuses centrifuges.

1306.

Filtres presses.

1307.

Tonneaux et foulons (tannage, lavage, polissage, dessablage).

1308.

Machines à décortiquer et à écosser.

1309.

Dépoussiéreurs, tarares, séparateurs d'air.

14. Presses mécaniques et pilons.

1401.

Non précisé.

1402.

Non classé ci-dessous.

1403.

Presses à découper, emboutir, déformer les métaux.

1404.

Presses à emporte-pièce (cuir, carton, etc.).

1405.

Presses à imprimer à platine, minerves.

1406.

Marteaux-pilons, moutons, martinets.

15. Machines à presser, mouler et injecter.

1501.

Non précisé.

1502.

Non classé ci-dessous.

1503.

Presses à forger.

1504.

Presses hydrauliques autres que celles à forger.

1505.

Presses et machines à mouler ou à injecter le caoutchouc et les matières plastiques.

1506.

Presses et machines à mouler des autres industries.

1507.

Presses à satiner et à gaufrer.

1508.

Presses à balles (papier, textiles, déchets métalliques, etc.).

16. Machines à cylindres pour laminier, mélanger, planer, imprimer.

1601.

Non précisé.

1602.

Non classé ci-dessous.

1603.

Laminoirs (à l'exclusions du laminoir spécial à l'industrie textile classé en rubrique 26).

1604.

Machines à tréfiler, bancs d'étirage.

1605.

Calandres, mélangeurs à caoutchouc et matières similaires.

1606.

Machines à papier et de papeterie (y compris bobineuses, dévideuses, enrouleuses à papier).

1607.

Machines à imprimer à cylindres (il est rappelé que les presses à platine sont placées à la rubrique 14).

1608.

Machines à planer et à cintrer (notamment rouleuses de tôles).

17. Machines à couper et à trancher (autres que les scies), à dérouler et défibrer.

1701.

Non précisé.

1702.

Non classé ci-dessous.

1703.

Cisailles guillotines.

1704.

Cisailles crocodiles.

1705.

Cisailles non mécaniques à levier ou à pied.

1706.

Cisailles circulaires (à molette).

1707.

Autres cisailles.

1708.

Massicots mécaniques à papier.

1709.

Trancheuses à bois et matières similaires.

1710.

Défibreuses à bois et matières similaires, dérouleuses.

1711.

Refondeuses à cuir, tondeuses, raseuses, dérayeuses et similaires.

1712.

Découpoirs de produits alimentaires.

18. Scies.

1801.

Non précisé.

1802.

Non classé ci-dessous.

1803.

Scies circulaires à bois et matières similaires.

1804.

Scies circulaires à métaux.

1805.

Autres scies circulaires.

1806.

Scies à ruban à bois et matières similaires (sauf scies à grumes).

1807.

Scies à ruban à grumes.

1808.

Scies à ruban à métaux.

1809.

Autres scies à ruban.

1810.

Scies alternatives.

1811.

Scies à tronçonner, à chaînes, tronçonneuses.

19. Machines à tourner, percer, aléser, fraiser, raboter les métaux.

1901.

Non précisé.

1902.

Non classé ci-dessous.

1903.

Tours parallèles

1904.

Tours automatiques et semi-automatiques, à décolleter, etc.

1905.

Perceuses, taraudeuses.

1906.

Aléseuses.

1907.

Fraiseuses.

1908.

Raboteuses.

1909.

Etaux limeurs.

1910.

Mortaiseuses.

20. Machines à tourner, toupiller, percer, raboter (bois et matières similaires).

2001.

Non précisé.

2002.

Non classé ci-dessous.

2003.

Tours à bois

2004.

Tours à outils rotatifs semi-automatiques et automatiques.

2005.

Toupies, tenonneuses.

2006.

Dégauchisseuses.

2007.

Raboteuses.

2008.

Machines à raboter et à moulurer sur plusieurs faces.

2009.

Mortaiseuses.

2010.

Défonceuses.

2011.

Machines combinées.

21. Machines à meuler, poncer, polir.

2101.

Non précisé.

2102.

Non classé ci-dessous.

2103.

Meules d'affûtages ou d'ébarbages (la pièce étant tenue à la main), lapidaires.

2104.

Meules d'affûtages automatiques ou semi-automatiques (fraises, scies).

2105.

Rectifieuses, surfaceuses.

2106.

Tourets à polir, à brunir, à brosser.

2107.

Ponceuses.

22. Machines et matériel à souder.

2201.

Non précisé.

2202.

Non classé ci-dessous.

2203.

Soudeuses par résistance, pince à souder.

2204.

Postes de soudure autogène, détendeurs, chalumeaux et tuyaux (à l'exclusion des bouteilles ou des générateurs traités à la rubrique 32).

2205.

Postes de soudure à l'arc, porte-électrode et ses câbles coup d'arc (à l'exclusion des accidents dus à l'électricité classés à la rubrique 39).

2206.

Machines fixes à découper au chalumeau.

23. Machines à riveter, coudre,agrafer, mettre les œillets.

2301.

Non précisé.

2302.

Non classé ci-dessous.

2303.

Machines fixes à riveter.

2304.

Machines à coudre.

2305.

Machines àagrafer, à piquer.

2306.

Machines à mettre les œillets.

24. Machines à remplir, conditionner, emballer, clouer.

2401.

Non précisé.

2402.

Non classé ci-dessous.

2403.

Remplisseuses, capsuleuses, boucheuses de bouteilles.

2404.

Machines à remplir et à fermer.

2405.

Machines à conditionner (chocolat), emballer, envelopper.

2406.

Ensacheuses.

2407.

Machines à coller des étiquettes.

2408.

Machines à clouer.

25. Machines à effiloche, ouvrir, battre, carder.

2501.

Non précisé.

2502.

Non classé ci-dessous.

2503.

Chargeuses, brise-balle.

2504.

Ouvreuses, effilocheuses, batteurs, lousps.

2505.

Cardes, cardeuses.

26. Machines de filatures de tissage, de câblerie et d'apprêt (autres que celles classées à la rubrique 25).

2601.

Non précisé.

2602.

Non classé ci-dessous.

2603.

Etirage, laminoirs, grilles, peigneuses.

2604.

Bancs à broches continues, à filer, à retordre.

2605.

Métiers à filer.

2606.

Machines de câblerie (fil fin).

2607.

Bobinoirs mouleurs, canetières.

2608.

Ourdissoirs.

2609.

Encolleuses.

2610.

Métiers à tisser (textiles).

2611.

Métiers à tisser ou à grillager (métaux).

2612.

Machines à tricoter.

2613.

Câbleuses, toronneuses, bobinoirs (métaux). Il est rappelé que les machines à étirer et tréfiler les métaux sont classées à la rubrique 16.

27. Matériel et engins de terrassement et travaux annexes.

2701.

Non précisé.

2702.

Non classé ci-dessous.

2703.

Engins de transport de terrassements (camions bennes, dumpers, remorques). Lorsqu'il s'agit d'accidents survenus en dehors des travaux de terrassement proprement dits, on les classera à la rubrique véhicules (sous-rubrique 03).

2704.

Engins d'excavation et de transport combinés (scrapers de tous modèles tractés ou automoteurs).

2705.

Racleur à câbles (slakline, scrapers à câbles).

2706.

Refouleurs et niveleurs à lame fixe ou orientale (dozers graders).

2707.

Excavateur à godet unique.

2708.

Excavateurs à godets multiples (dragues, excavateurs).

2709.

Désagrégeurs, scarificateurs (rippers, charrues).

2710.

Pelleteuse et autres appareils de chargement (Euclid, Eimco, Loaders...) spécifiques des travaux de terrassement et ne figurant pas à la rubrique 06 : appareils de levage.

2711.

Dameurs et compacteurs (cylindres, pieds de mouton).

2712.

Goudronneuse, épandeuse et autres engins pour travaux routiers, pistes et aérodromes.

2713.

Appareils de translation et de mise en œuvre du béton (pompes à béton, vibrateurs à béton).

2714.

Sondeuses et foreuses.

2715.

Engins de battage de pieux, sonnettes.

2716.

Matériel mécanique de pose ou de réparation de voies ferrées.

2717.

Caissons à air comprimé, boucliers (on classera ici les accidents dénommés coups de pression).

2718.

Scaphandres.

28. Machines diverses ne rentrant dans aucune des rubriques précédentes (10 à 27).

29. Machines non précisées par la déclaration.

30. Outils mécaniques tenus ou guidés à la main (mus ou alimentés électriquement, pneumatiques ou à autre commande mécanique).

3001.

Non précisé.

3002.

Non classé ci-dessous.

3003.

Meules.

3004.

Ponceuses, polisseuses.

3005.

Visseuses, serreuses.

3006.

Marteaux riveteurs.

3007.

Burins, dériveteurs.

3008.

Perceuses, chignoles.

3009.

Scies.

3010.

Marteaux piqueurs.

3011.

Marteaux perforateurs.

3012.

Brise-béton.

3013.

Pistolets de scellement à cartouches explosives.

3014.

Tondeuses, faucheuses.

Il est entendu qu'on s'efforcera de présenter la déclaration de façon que le codificateur puisse faire effectivement la distinction entre l'outil mécanique et la machine fixe ou l'outil à mains (*ex.* : meules, burins).

31. Outils à main.

3101.

Non précisé.

3102.

Non classé ci-dessous.

3103.

Limes, râpes.

3104.

Burins, broches poinçons, tranches, gouches, ciseaux à bois.

3105.

Ciseaux à branches et cisailles.

3106.

Scies à main.

3107.

Haches, serpes, herminettes.

3108.

Couteaux, tranchets, serpettes.

3109.

Crocs, crochets, gaffes.

3110.

Marteaux, masses, massettes.

3111.

Clefs.

3112.

Tournevis.

3113.

Tenailles, arrache-clous, pinces coupantes.

3114.

Leviers, pinces de manutention.

3115.

Pelles, bûches, pics, pioches.

32. Appareils à pression.

3201.

Non précisé.

3202.

Non classé ci-dessous.

3203.

Chaudières, autoclaves, chaudrons.

3204.

Réservoirs sous pression.

3205.

Bouteilles.

3206.

Générateurs d'acétylène.

3207.

Récipients souples (pneumatiques, vessies).

3208.

Canalisations, vannes et points (autres que ceux des postes de soudure et des outils portatifs traités aux rubriques 22 et 30).

33. Appareils ou ustensiles mettant en œuvre des produits chauds (fours, étuves, appareils de cuisson...).

3301.

Non précisé.

3302.

Non classé ci-dessous.

3303.

Hauts fourneaux (sauf cas d'intoxication par l'oxyde de carbone, à classer à la rubrique 36).

3304.

Cubilots (sauf cas d'intoxication par l'oxyde de carbone, à classer à la rubrique 36).

3305.

Fours de fusion, convertisseurs (classer ici en particulier fours Martin, de verrerie).

3306.

Fours de traitement, de réchauffage, de cuisson (les fours à chaux, ciment, céramique sont à classer dans cette rubrique).

3307.

Appareil de chauffage.

3308.

Poches de coulée, creusets, lingotières, louches.

3309.

Cannes de verriers, châssis, moules et coquilles de fonderie, pièces chaudes de forge ou de fonderie.

3310.

Etuves, séchoirs.

3311.

Bains de trempe, bains de traitement thermique.

34. Appareillage et installations frigorifiques.

A l'exception des accidents provenant des éléments ou des appareillages déjà classés à d'autres rubriques.

35. Appareils ou ustensiles mettant en œuvre des produits caustiques, corrosifs, toxiques.

3501.

Non précisé.

3502.

Non classé ci-dessous.

3503.

Bains et appareils de traitement chimique (galvanisation étamage).

3504.

Bains et appareils de traitement électrolytique (chromage).

3505.

Citernes, tanks, bonbonnes, vide-touries, bouteilles.

3506.

Pipettes, siphons, canalisations.

Il est bien entendu qu'il ne sera traité ici que des accidents et non des maladies professionnelles dues à la présence des produits considérés dans les appareils et ustensiles de cette rubrique.

36. Vapeurs, gaz et poussières délétères.

3601.

Non précisé.

3602.

Non classé ci-dessous.

3603.

Oxyde de carbone.

3604.

Gaz d'éclairage, de haut fourneau, d'échappement.

3605.

Emanations de fosses, souterrains, égouts, citernes.

3606.

Autres gaz et vapeurs délétères.

3607.

Poussières délétères ou toxiques.

On ne traitera ici que les cas d'intoxication brutale à l'exclusion des cas de maladie professionnelle.

37. Matières combustibles en flammes.

3701.

Non précisé.

3702.

Non classé ci-dessous.

3703.

Gaz.

3704.

Ether, sulfure de carbone.

3705.

Essences, benzols, alcools.

3706.

Autres liquides.

3707.

Solides dérivés de la cellulose (celluloïd acétate...).

3708.

Autres solides.

38. Matières explosives.

3801.

Non précisé.

3802.

Non classé ci-dessous.

3803.

Explosifs ou artifices en approvisionnement.

3804.

Explosifs ou artifices en cours d'emploi.

3805.

Dispositifs de mise à feu.

3806.

Mélanges explosifs air-gaz.

3807.

Mélanges explosifs air-poussières.

39. **Electricité.**

Il est rappelé que cette rubrique comporte uniquement des accidents ayant entraîné électrisation, brûlure par le courant électrique, électrocution.

Les accidents provenant d'appareillages ou machines dans lesquels intervient le courant électrique, mais où celui-ci n'est pas l'agent de la lésion sont classés aux éléments matériels correspondants.

3901.

Non précisé.

3902.

Non classé ci-dessous.

3903.

Installations fixes basses tension (y compris les machines).

3904.

Ponts roulants (trolley et appareils de commande).

3905.

Machines-outils portatives.

3906.

Machines et appareils de soudure électrique (il est rappelé que les coups d'arc sont classés à la rubrique 22).

3907.

Lampes portatives (baladeuses, lampes témoins).

3908.

Plate-forme d'essais.

3909.

Poste de transformation côté *BT*.

3910.

Poste de transformation côté *HT*.

3911.

Lignes aériennes *BT*.

3912.

Lignes aériennes *HT*.

3913.

Canalisations enterrées.

3914.

Matériel à haute fréquence.

40. **Rayonnements ionisants et substances radioactives (irradiations brutales seulement).**

41. **Rayonnements électromagnétiques non ionisants.**

4101.

Rayonnements hyperfréquence.

4102.

Rayonnements laser.

98. **Divers.**

9801.

Agents matériels, non classé ci-dessus (à l'exception des machines qui sont reprises à la rubrique 28).

9802.

Incendies des locaux de travail.

9803.

Rixes et attentats.

9804.

Jeux et sports.

9805.

Animaux.

9806.

Insectes.

9807.

Engins de guerre.

9808.

Foudre.

9809.

Insolations.

99. Déclarations non classées faute de données suffisantes.

CODE L. NATURE DES LÉSIONS.

a) **Accidents.**

La nature des lésions caractérise la lésion. Choisir la lésion et non ses séquelles. En cas de lésions multiples, choisir la plus grave, par exemple celle qui entraînera une incapacité permanente plutôt que celle qui revêt un caractère temporaire.

Si ce choix, en fonction de la gravité relative, n'est pas possible, prendre le code 23.

01.

Non précisé.

02.

Fracture, fêlure.

03.

Brûlure.

04.

Gelure.

05.

Amputation.

06.

Plaies (coupure, écorchure, autres plaies) sauf piqûres.

07.

Piqûre.

08.

Contusion.

09.

Inflammation.

10.

Entorse.

11.

Luxation.

12.

Asphyxie.

13.

Commotion.

14.

Présence d'un corps étranger.

15.

Hernie.

16.

Douleur, effort, lumbago.

17.

Intoxication.

18.

Dermite.

19.

Troubles visuels.

20.

Troubles auditifs.

21.

Déchirures musculaires ou tendineuses.

22.

Lésions nerveuses.

23.

Lésions de nature multiple.

24.

Divers.

Nota.

NB. — Electrocutation : classée suivant la nature de la lésion indiquée. Coup d'arc : inflammation ou brûlure suivant la gravité.

b) Maladies professionnelles.

La liste des maladies professionnelles est celle qui figure sous forme de tableaux en annexe II du livre IV du code de la sécurité sociale et qui est publiée au BOEM 628* « Médecine du travail dans les armées ». La codification doit reprendre la numérotation propre de ces tableaux (de 01 au dernier numéro de la nomenclature au jour de la déclaration).

CODE M. SIÈGE DES LÉSIONS.

10. **Non précisé.**

20. **Tête.**

21.

Région crânienne.

22.

Face.

23.

Appareil auditif.

24.

Cou.

30. **Yeux.**

40. **Membres supérieurs (mains exceptées).**

41.

Epaule.

42.

Bras.

43.

Coude.

44.

Avant-bras.

45.

Poignet.

50. **Mains.**

51.

Paume et dos.

52.

Pouce.

53.

Index.

54.

Autre doigt.

55.

Pouce et index.

56.

Plusieurs doigts.

60. **Tronc.**

61.

Thorax.

62.

Abdomen.

63.

Région lombaire.

64.

Rachis et moelle épinière.

65.

Bassin.

66.

Périnée.

70. **Membres inférieurs (pieds exceptés).**

71.

Hanche.

72.

Cuisse.

73.

Genou.

74.

Jambe.

75.

Cou-de-pied.

80. **Pieds.**

81.

Plante et dos.

82.

Talon.

83.

Orteils.

90. **Localisations multiples. (2)**

00. **Sièges internes.**

01.

Voies respiratoires.

02.

Appareil digestif.

03.

Autres sièges internes.

CODE N. SUITES IMMÉDIATES DE L'ACCIDENT.

1. Sans arrêt de travail.
2. Incapacité temporaire.
3. Incapacité permanente prévue.
4. En attente (accident dont la qualification « accident du travail », « de trajet », ou « maladie professionnelle » est contestée).
5. Décès.

CODE P. ANCIENNETÉ DANS LE POSTE. (3)

1. Moins de 1 mois.
2. De 1 mois à 3 mois.
3. De 3 mois à 1 an.
4. De 1 an à 5 ans.
5. Plus de 5 ans.

CODE R. LOCALISATION DE L'ACTIVITÉ HORS DÉPLACEMENT.

1. Bureau.
2. Atelier, chantier, terrain, laboratoire.
3. Enseignement (4).
4. Autres (personnel de service : surveillance, sécurité, cuisine, entretien de jardins, ...).

(1) A n'utiliser que pour les véhicules en circulation.

(2) Codification à utiliser à partir de 3 localisations. Si deux localisations sont identifiées, ne retenir que le siège de la lésion principale.

(3) Si la victime de l'accident travaille à plusieurs postes différents (personnel de chantier par exemple), indiquer l'ancienneté dans la profession.

(4) L'activité d'enseignement en atelier est à inscrire dans la rubrique « Atelier ».